

# Redéfinir les relations entre la France et l'Afrique

La dernière décennie a vu certaines régions d'Afrique faire d'importants progrès, tandis que d'autres restent coincées dans le cercle infernal « pauvreté-conflits-mauvaise gouvernance ».

**M**algré quelques « success stories » comme le Kenya, la Namibie, le Mozambique, le Sénégal, les défis qui pèsent sur le continent restent nombreux et d'intensité croissante :

- La dégradation de l'environnement et l'accroissement du nombre et de l'amplitude des désastres dits « naturels » liés à la fois aux changements climatiques, à la croissance démographique et aux activités humaines (déboisement pour l'agriculture ou le bois de chauffe) amplifient l'instabilité de régions entières et rendent la vie des populations toujours plus misérable.
- Les conflits politiques violents, les conflits intercommunautaires et les atteintes aux droits de l'Homme sont le lot quotidien de millions d'Africains.
- Les grandes endémies qui s'accroissent (SIDA) ou reviennent (poliomyélite), qui indiquent amplement l'état de dégradation des services de santé : dans certains pays, accoucher est un exercice bien plus proche de la roulette russe que de l'acte de procréation, tellement les capacités de gérer les complications médicales sont inexistantes...

Les slogans « no aid, trade » et « African solutions for African problems » ont montré leurs limites dans le commerce agricole (avec une mondialisation qui liquide les agricultures paysannes) et dans la résolution des crises africaines (voir le Zimbabwe ou le Darfour). L'opposition des sociétés civiles africaines au NEPAD montre combien l'espoir de voir les défis du développement être réglés par le secteur privé est en partie illusoire.

L'Afrique nous a fourni un des meilleurs secrétaires généraux de l'ONU de l'histoire, une femme prix Nobel de la paix

et d'immenses poètes : les voix de Senghor, d'Amadou Hampaté Bâ, d'André Brinck et de Kourouma font partie de l'héritage mondial. Elle a fourni des dirigeants remarquables et des dictateurs sanguinaires. Continent de l'hospitalité et du verre d'eau partagé, c'est hélas aussi un espace d'affrontements ethniques tragiques. Derrière la plupart d'entre eux, de sombres pillages des ressources et des odeurs de pétrole sont souvent prégnants : des systèmes économiques souvent souterrains, mais en général liés à des grandes compagnies ayant pignon sur rue agitent les épouvantails de la haine pour permettre aux espaces de non-droit, lieux de toutes les libertés économiques, de se perpétuer. Allons-nous continuer de laisser perdurer cet état de fait ? L'Afrique est un continent jeune par l'âge de ses populations. Il est capable de mutations extraordinaires, comme l'a mon-

*« Allons-nous continuer de laisser perdurer cet état de fait ? »*

tré la révolution du téléphone portable. Il est traversé de mouvements religieux très divers, avec à la fois la croissance de l'importance de l'islam et la multiplication galopante des Églises baptistes et évangéliques. C'est un territoire où la mortalité infantile est dramatique, et où, « quand un vieux meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Dans des zones entières, du fait de l'épidémie de SIDA, il n'y a plus de « bibliothèques », et plus de bras pour travailler dans les champs. Les systèmes de survie traditionnels, mais aussi

les mécanismes intergénérationnels de transmission de la connaissance, sont peu à peu laminés. C'est une terre d'hommes en mouvement : aux ancestraux déplacements des peuples pasteurs, qui perpétuent dans les zones arides des systèmes extrêmement sophistiqués de gestion des ressources rares, et aux exodes et déportations de la traite des Noirs ont fait suite les grandes migrations économiques intra- et extra-africaines. Les migrations vers les villes africaines des côtes ou de l'intérieur ont accompagné toutes les phases de l'histoire de l'Afrique. Ces mouvements sont devenus mondiaux avec le boom de l'emploi en Europe durant les Trente Glorieuses. Les zones de plus en plus pauvres n'ont plus eu qu'un avantage comparatif dans la grande économie mondiale : produire de la main-d'œuvre bon marché... jusqu'à ce que les pays du Nord ne veuillent plus d'eux...

L'Afrique enfin, avec ses énormes réserves de matières premières, est devenue le cœur de l'attention de nombreux « nouveaux amis », le nouveau terrain de la compétition internationale : la Chine depuis une dizaine d'années, les États-Unis depuis le début de l'ère Clinton, etc. La compétition internationale pour ces matières premières a remplacé l'ancienne compétition pour les territoires, dans un contexte où les accords en concessions se comptent en millions de barils, en tonnes de métaux lourds, en accords sur les télécommunications et... en voix aux votes de l'Assemblée générale des Nations Unies ou au Conseil de Sécurité.

**Les ambiguïtés de la position de la France en Afrique**  
L'histoire des relations entre la France et l'Afrique est complexe : on y trouve du sang et de la solidarité, de l'exploitation et de la coopération, l'horreur de l'esclavage et la beauté de la lutte contre les grandes endémies, les répressions féroces et la solidarité anticoloniale. Héritages difficiles à gérer aujourd'hui que ceux de la colonisation, des réseaux France-Afrique, des années Houphouët, de la



Conférence de la Baule, du Rwanda, etc. Les diamants de Bokassa voisinent dans la mémoire collective des relations franco-africaines avec la crise du Biafra et l'épopée des « French Doctors », qui elle-même n'est pas sans ses parts d'ombre : n'ont-ils pas à l'époque été largement manipulés par les puissances politiques et de l'argent ? Il faut revenir aux fondamentaux et revisiter les paradigmes pour redéfinir une politique française en Afrique :

- L'héritage colonial crée des devoirs et des responsabilités chez l'ancienne puissance occupante, certes, mais ceci ne doit conduire ni à une politique de soutien aux « petits copains défendant notre position d'ancienne puissance coloniale », ni à exonérer les dirigeants africains de leurs propres responsabilités.
- La France peut faire et a commis des erreurs, par omission, par incompréhension, par cynisme, par des choix stratégiques qui n'ont pas résisté au dur rabout de la réalité de l'histoire. Il importe parfois de les reconnaître : ce n'est pas une forme de faiblesse, mais un acte de courage.
- La Françafrique n'est plus : l'Afrique est diverse, anglophone, lusophone, arabophone autant que francophone. L'héritage linguistique représente un poids, pas un futur, s'il est pollué par des alliances avec des dirigeants haïs par leurs peuples, s'il devient la source de complicités contestables.
- La France a pendant longtemps joué au « gendarme de l'Afrique ». Même si, dans des opérations comme au Rwanda après le génocide ou actuellement en Côte d'Ivoire, elle cherche un mandat international – si possible onusien – elle reste perçue comme ce gendarme. Et les opérations en cours au Tchad et en RCA continuent de perpétuer cette perception.
- La Francophonie peut elle-même devenir un piège, si elle enferme la France dans un cercle de dirigeants pas très fréquentables, si elle bloque les pays africains dans leurs dialogues entre eux. Les enjeux de proximité géographiques sont des lieux de rencontres entre pays francophones et pays d'autres aires linguistiques. C'est là qu'il faut investir, et non pas sur la langue pour la langue, ni même pour la langue

**Photo ci-dessus :** Accueil protocolaire de la 24<sup>e</sup> conférence des chefs d'État d'Afrique et de France, tenue à Cannes les 15 et 16 février 2007. Elle avait comme thème principal l'Afrique et l'équilibre du monde (les matières premières en Afrique, la place et le poids de l'Afrique dans le monde, l'Afrique et la société de l'information). (© Frédéric de La Mure - M.A.E. 2007)

**Photo ci-contre :** Carte de l'Afrique française en 1902. (DR)





**Photo ci-dessus :**  
En République démocratique du Congo, des adolescents sont regroupés dans le camp d'entraînement militaire de Mushaki près de Goma (capitale du Nord-Kivu). Ils ont été démobilisés avec l'assistance de l'UNICEF et d'autres agences des Nations Unies. En 2005, on estime que 33 000 enfants étaient enrôlés dans les groupes armés.

(© UNICEF / Roger LeMoyné)

porteuse de culture, mais pour la langue permettant d'accéder à des outils de développement performants. Ce qui fait rêver les jeunes Africains qui apprennent le français, ce n'est pas Molière ou Baudelaire, c'est un diplôme d'ingénieur. Fini le français de Senghor et des académiciens et vive le français des agronomes, médecins, ingénieurs !

### Dix défis stratégiques pour l'avenir

Les enjeux de l'avenir de la coopération africaine ont été regroupés en dix grands défis, couvrant la gamme des questions, de la gestion des difficultés du passé à la construction de l'Afrique moderne de demain.

### Il s'agit d'abord de revisiter les relations franco-africaines de façon sincère et transparente

Depuis la mort du directeur de *Survie*, il y a moins de virulence pour souligner les dérapages de notre politique africaine, alors que les soutiens militaires et économiques français à des régimes très contestés et contestables continuent. Il importera d'avoir un langage vrai sur le Rwanda, le Togo, le Tchad, la RCA, le Gabon. Ceci entraînera certainement des « redistributions de cartes », mais c'est indispensable si l'on veut refonder de façon crédible la politique africaine de la France sur un socle qui ait du sens.

### Il faudra pour la France investir et s'impliquer encore plus dans les mécanismes multilatéraux en Afrique et y jouer encore plus la carte de l'Europe

L'Afrique essaye de s'organiser, non sans mal, et grâce à des personnalités exceptionnelles comme ATT, l'ancien président du Mali. Elle peine à gérer ses propres crises, ce qui n'est pas étonnant vu la complexité des enjeux, des niveaux des dynamiques. Les Nations Unies et l'Europe sont deux entités qui doivent jouer un rôle de premier plan dans cet appui aux dynamiques africaines. Au sein de ces institutions, la France doit jouer un rôle important, de par son expérience. Mais il faut que ce rôle soit aussi critique : ni à l'ONU, ni à la Commission européenne, tout n'est pas parfait.

**Photo ci-contre :**  
Des environnements très dégradés. (© URD / François Grünewald)

### Il faudra mettre l'Afrique face à ses responsabilités

Pour cela, une seule solution, un siège permanent africain au Conseil de Sécurité. Évidemment, les règles de nomination du pays et de rotation régulière de l'attribution du siège entre les pays africains seront complexes à élaborer, mais cela mettrait l'Afrique face à ses devoirs et à ses responsabilités quant aux enjeux de la planète. La France s'honorerait à proposer cette option, même si les réformes des Nations Unies et la redéfinition de la gouvernance de l'ONU sont des processus très compliqués.

### La présence militaire de la France et la stratégie d'utilisation de ces dispositifs et accords de Défense doivent être revus

Les dispositifs permanents tels qu'ils existent entraînent notre pays dans des aventures à haut risque, parfois douteuses. Le support de l'armée française au maintien de certains leaders conduit à terme à des situations de perpétuation de régimes impopulaires. La simple défense des intérêts nationaux et de fortes concentrations de concitoyens ne doit pas être la raison pour que le doigt soit mis dans des engrenages dont il est parfois difficile de sortir. Une évaluation de cette présence militaire couplée à une réflexion sur l'articulation des mécanismes militaires de l'OUA, de l'ONU et de l'Europe devient essentielle.

### Récompenser la bonne gouvernance mais aussi s'investir dans les États fragiles qu'il s'agit de ne pas laisser s'écrouler

Deux théories existent et s'opposent : celle pour laquelle il faut récompenser les gouvernements qui mettent en place de bonnes pratiques de gouvernance, et celle pour laquelle il faut investir massivement dans les contextes fragiles pour éviter qu'ils se dégradent encore plus. Dans un monde de ressources financières rares, il y a là de vrais dilemmes pour lesquels il n'est pas facile de trancher. Nos partenaires européens réfléchissent aussi à ces questions et il importe, dans la suite de la Déclaration de Saint-Malo, de rechercher à la fois l'échange sur les stratégies, les synergies possibles dans les interventions, et la coordination opérationnelle.



### Le codéveloppement peut facilement n'être qu'un gadget ou un slogan

Les prémisses du codéveloppement datent de la fin des années 1970, quand la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE, devenue depuis l'AFD) lançait, en accompagnement de la politique « du million (de francs) pour le retour » lancée par Valéry Giscard d'Estaing, les premiers projets d'appui aux zones d'origine des migrants pour faciliter les retours et freiner l'exode. Mais les mouvements migratoires ont changé de forme, de durée, et même de bassin versant : à la prépondérance de la noria de Soninkés venant en rotation « faire la France », se sont rajoutés de nombreux autres peuples d'Afrique, y compris des réfugiés des guerres du Congo, de Somalie, d'Angola. La politique de regroupement familial a changé la donne et a transformé des migrations temporaires en mouvements d'installation durable. Les stratégies migratoires se sont complexifiées, tant dans leurs causalités que dans leurs dynamiques, leurs canaux. Le codéveloppement seul ne répondra ni aux enjeux de la gestion des flux migratoires, ni aux problèmes de développement des pays d'origine, ni aux difficiles défis de la gestion de l'accueil en France. La réflexion doit être beaucoup plus globale et stratégique et sortir de la réflexion déjà ancienne portée sur les bassins traditionnels de migration (Maghreb, région Mali-Sénégal) face aux déséquilibres économiques croissants de l'Afrique et du monde.

### Appuyer l'Afrique dans sa gestion des territoires : Afrique des campagnes, Afrique des villes

Les désordres économiques et environnementaux mondiaux et la démographie vigoureuse de l'Afrique créent des niveaux de contraintes fortes sur la gestion des territoires : soutenir les agricultures paysannes pour leur permettre de résister aux forces mauvaises de la mondialisation, renforcer la capacité de planifier et d'accompagner l'urbanisme, et notamment la sphère de l'économie informelle urbaine, rendre disponibles les technologies conservatrices de l'environnement pour les villes et les campagnes, seront au cœur des défis pour l'Afrique de demain. La France dispose de quelques cartes utiles, avec ses institutions spécialisées que beaucoup nous envient, avec ses expériences de coopération décentralisée, pour contribuer très concrètement à ces chantiers.

### Renforcer les dynamiques de recherche concertées avec les partenaires africains

Trop souvent, les premières victimes des processus d'ajustement structurel (pour les États africains) ou de réduction budgétaire (chez nous), ont été les programmes de recherche. Pourtant, face aux enjeux de l'insécurité alimentaire, de la dégradation de l'environnement, de l'urbanisme galopant, aux épidémies émergentes, il n'y aura de solution que s'il y a une recherche forte. Notre pays doit devenir exemplaire dans son engagement auprès des structures de recherche africaines.

### La France et l'Afrique en chiffres :

#### ★ Commerce extérieur :

Ce que représente l'Afrique pour la France (en 2005) :

- 5,7 % des exportations françaises (soit 20,2 Mds€), en progression de 11 %.
- 4,7 % des importations françaises (soit 18 Mds€), en progression de 20 %.
- Solde commercial positif de + 2,2 Mds€ (+ 1,3 Mds€ avec l'Afrique subsaharienne).

Ce que représente la France pour l'Afrique (en 2005) :

- Le premier fournisseur de l'Afrique subsaharienne, devant la Chine, les États-Unis et le Royaume-Uni.
- Le troisième client de l'Afrique subsaharienne, derrière les États-Unis et la Chine.

#### ★ Investissements directs étrangers (IDE) :

- + 55 % de hausse des flux en 2005 (29 Mds\$), soit 3,2 % des investissements mondiaux, un record, principalement dû au boom du secteur pétrolier et aux autres activités d'exploitation de ressources naturelles.
- La France en 4<sup>e</sup> position en Afrique subsaharienne, avec 4 % des IDE (4,9 Mds\$), contre 13 % pour le Royaume-Uni, 8 % pour les États-Unis, et 5 % pour les Pays-Bas.

★ Aide publique au développement :

Aide bilatérale à l'Afrique (2005) : 3,7 Mds€, soit 64 % de l'aide bilatérale française totale : 3,14 Mds€ pour l'Afrique subsaharienne (54 %), 0,57 Md€ pour l'Afrique du Nord (10 %).

Sources : Présidence de la République

### Aider l'Afrique à faire face aux désordres qui accompagneront les changements climatiques

Réchauffement, aggravation des sécheresses, conflits pour l'eau, modification des régimes climatiques et de leur organisation spatiale, accentuation des turbulences, crise de la biodiversité et des terroirs : les perspectives sont plutôt préoccupantes et demandent une approche à la fois créative, anticipatrice et volontariste. Serons-nous capables d'épauler, de façon significative et autrement que par des discours et du saupoudrage, nos amis africains ?

### Investir dans le futur : la formation des cadres techniques

Le débat « formation de masse/formation des élites » qui anime régulièrement les cercles spécialisés dans le développement est à la fois un vrai et un faux débat. Certes, il faut évidemment relever le niveau de scolarisation et d'alphabétisation, notamment pour les filles et les jeunes femmes. Mais un pays sans médecin, sans ingénieur, ne va nulle part. S'il faut sortir des mécanismes de création d'élites politico-économiques, il faut investir massivement dans la formation des cadres supérieurs, femmes et hommes, dans les domaines techniques indispensables : agronomie, santé, infrastructures, informatique. Il existe au sein du système de la coopération internationale des agences, organisations et pays plus spécialisés dans l'un ou l'autre de ces secteurs d'activités. Celui de la France, de par l'histoire de ses institutions de coopération spécialisées (CIRAD, IRD, Agropolis), serait plutôt tourné vers les enjeux de rehausser la compétence technique des cadres africains.

François Grünewald